

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 25/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES**

77 ROUTE DE THONON  
74100 Annemasse

Références : 20260225-RAP-InspectionRéactiveIPS  
Code AIOT : 0010800023

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES implanté 77 ROUTE DE THONON 74100 Annemasse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES
- 77 ROUTE DE THONON 74100 Annemasse
- Code AIOT : 0010800023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IPS (industrie des poudres sphériques) est spécialisée dans la formulation et la fabrication de poudres et de billes de soudure utilisées comme moyens de soudure des composants électroniques.

Les alliages mis en œuvre par IPS sont principalement des alliages d'étain et d'argent (96,5 % Sn - 3,5 % Ag) ou d'étain, d'argent et de cuivre (96,5 % Sn - 3% Ag - 0,5 % Cu). Ils représentent actuellement 85 à 90 % de la production totale de l'établissement. Des alliages de plomb sont également utilisés pour le reste de la production (63 % Sn - 37% Pb ou 62 % Sn - 38% Pb).

Les produits sont destinés au marché Européen pour 20 % de la production (France et Hollande principalement) et hors Europe pour 80 % de la production (Asie, Etats-Unis et Mexique notamment).

Les principales étapes de fabrication sont les suivantes :

1°) préparation de l'alliage

- fusion (four d'une capacité de 2 tonnes / jour fonctionnant au gaz naturel dédié aux alliages sans plomb , 2 fours d'une capacité unitaire de 1,2 tonne / jour fonctionnant au gaz naturel dédiés aux alliages avec du plomb, 3 fours d'une capacité unitaire de 0,1 tonne / jour fonctionnant à l'électricité pour des alliages sans plomb).
- Conditionnement automatique en billettes

2°) fabrication des poudres

- Atomisation
- Tamisage
- Conditionnement sous gaz inerte

3°) fabrication des billes

- fusion, granulation, solidification
- tamisage
- conditionnement des billes dans des flacons en matériau antistatique.

La société emploie actuellement environ 20 personnes. La fabrication est réalisée en travail posté (3x 8 h).

La production de produits finis poudres et billes tous alliages est d'environ 24 tonnes par mois, pour environ 35 tonnes en sortie fonderie.

L'établissement fabrique annuellement 250 tonnes de poudres et 1,5 tonnes de billes tous alliages.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement d'Annemasse est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2003-074 du 13 janvier 2003. Suite à une évolution des installations survenues depuis 2003, une mise à jour du classement des activités exercées a fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012 188-0013 du 06 juillet 2012.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Fiche de constat

### N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/02/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Télédéclaration et rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un incendie s'est déclaré au niveau de la hotte d'extraction d'air d'un four de fusion du site, aux alentours de 14h le 24 février 2026 selon les services de secours (SDIS 74) et l'exploitant. L'inspection des installations classées en a été avertie par l'intermédiaire des services de secours. Selon les premières constatations partagées par le SDIS 74, l'origine du feu se situe au niveau de résidus de métaux accumulés dans le système d'extraction. Le feu a été maîtrisé par une extinction depuis le toit du bâtiment. Les équipes de risques chimiques du SDIS ont procédé à des mesures de toxicité et n'ont dénombré aucune victime.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'alliage traité au moment de l'incident était principalement composé d'étain et ne contenait pas de plomb.</p> <p>Lors de la visite du 25 février 2026, l'inspecteur a fait les constatations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Intégrité de l'équipement : Si la hotte d'aspiration est restée intègre, l'exploitant précise que les filtres ont été dégradés par la chaleur et évacués par les secours ;</li><li>• Confinement des eaux d'extinction : L'inspecteur a observé un bac de récupération qui était placé sous la hotte lors de l'événement (puis placé ensuite à l'extérieur) contenant au maximum 100 à 200 litres d'un mélange d'eau et résidus de métaux fondus. L'efficacité de cette action semble confirmée car aucune coulure n'était visible au sol sous la hotte d'extraction.</li><li>• Gestion des résidus : L'exploitant a déclaré vouloir conserver ce mélange pour décantation et évaporation naturelle avant une prise en charge par une filière de traitement des déchets (société Excoffier).</li><li>• Sur base du rapport d'analyses des prélèvements atmosphériques du 10 décembre 2025,</li></ul>

les rejets au niveau de l'émissaire de l'équipement concerné étaient conformes aux prescriptions avant l'incident.

Demande n°1 : l'exploitant devra impérativement remplacer les filtres du système d'extraction avant tout redémarrage du four.

Il est précisé que la zone sur laquelle était présent le bac contenant les matières récupérées lors de l'incendie est étanche, et dont les écoulements ne sont pas rejetés dans le réseau par voie gravitaire : une pompe de relevage est nécessaire. Ainsi, en cas de déversement des matières du bac au niveau du sol, et si l'exploitant ne contient pas le déversement par d'autres moyens (avant déversement dans le réseau avant pompe de relevage), il n'activerait alors pas la pompe de relevage. En l'état, le risque de déversement de ces matières dans l'environnement semble maîtrisé.

Si l'exploitant décide de déplacer le bac, il le fait sur une surface étanche dont les écoulements directs à l'environnement sont impossibles, ou le place sur rétention unitaire. Aussi, si les matières du bac n'ont pas été évacuées avant les premières pluies, il déplace le bac sous abri (dans le bâtiment « atelier fusion » par exemple).

L'inspection des installations classées a eu connaissance de l'incendie par un appel de la part du SIDPC74.

Demande n°2 : Il appartient à l'exploitant, en application de l'article R512-69, de prévenir l'inspection des installations classées

→ en heures ouvrées :

Appeler l'inspecteur en charge du site, puis l'accueil de l'UD (de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 00 à 16 h 00 sauf le vendredi 15 h 30), en appelant jusqu'à avoir quelqu'un en ligne. Suite au contact téléphonique, il est demandé de confirmer systématiquement le signalement par courriel adressé à l'inspecteur du site, mais également à la boîte mail du service : [ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr).

→ en dehors des heures ouvrées :

appel de l'astreinte du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture (SIDPC) au 06 09 37 11 41 (qui fait le relais vers DREAL: astreinte régionale hors heures ouvrées) et adresser après le contact téléphonique, une confirmation mail à l'unité départementale de la DREAL.

Demande n°3 : L'exploitant doit, en outre, procéder sans délai à la télédéclaration de l'événement sur le portail dédié : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>.

Demande n°4 : En complément de la déclaration initiale, l'exploitant doit transmettre un rapport d'analyse "à froid" de l'événement. Ce document est essentiel pour le retour d'expérience et l'amélioration continue de la sécurité.

Le rapport devra impérativement préciser :

- Les circonstances et la chronologie précise de l'incendie dans le système d'extraction.
- L'analyse des causes premières (défaillances directes comme l'accumulation de résidus métalliques) et des causes profondes (facteurs organisationnels ou humains ayant mené à cet encrassement).
- Les substances en cause et les impacts constatés (caractérisation/estimation des fumées, volume d'eaux d'extinction collectées, etc...).
- Les mesures correctives prises ou envisagées pour éviter un incident similaire (ex: révision des fréquences de nettoyage de l'extracteur, remplacement des filtres).

Ce rapport (utilisant le formulaire ministériel ou une trame équivalente) doit être télétransmis via le lien spécifique qui sera communiqué à l'exploitant à l'issue de sa télédéclaration initiale, sous 2 mois.

Il peut utilement y être joint les résultats d'analyses effectuées par le SDIS (si ce dernier les transmet à l'exploitant).

Il devra également y être joint le(s) bordereau(x) de déchets concernant l'élimination des matières récupérées lors de l'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suite